

Principe de précaution : pourquoi tant de haine ?

Bruno Latour

Vous vous souvenez de Lord Cardigan ? Le héros de la charge de la brigade légère, pendant la guerre de Crimée, ce baroud d'honneur où furent sacrifiés de pauvres jeunes cavaliers lâchés sans défense aucune et en pure perte contre les canons russes ? C'est l'impression que j'ai en lisant l'opinion de Claude Bébéar contre le principe de précaution accusé d'anesthésier les Français en leur ôtant le goût du risque ⁽¹⁾.

J'ai peine à croire que la commission Attali n'ait rien trouvé de mieux comme stratégie que l'héroïque stupidité de ce général et que ses membres s'écrient simplement, pour résoudre les problèmes de la France : « Chaaargez ! » En dehors du fait qu'il est toujours assez gênant d'entendre des gens surprotégés se faire les avocats de la « prise de risques », il est fascinant de mesurer à quel point les ennemis du principe de précaution (PP) restent aveugles devant les signes des temps. Bien sûr, je le reconnais volontiers, ce principe

[1]. Claude Bébéar est membre de la commission pour la libération de la croissance française, présidée par Jacques Attali. Dans un article intitulé « Non aux ayatollahs de la prudence » publié dans *Le Monde* daté du 26 octobre, il explique pourquoi il soutient la proposition de Jacques Attali de revenir sur l'inscription du principe de précaution dans la Constitution, décidée par Jacques Chirac (ndlr).

[2]. Dewey, J. (2003) *Le public et ses problèmes*. Traduit de l'anglais et préfacé par Joelle Zask, Publications de l'Université de Pau/Léo Scheer, Pau.

est, comme le dit fort justement Bébéar, un « nid de contradictions, d'équivoques, d'imprécisions ». Mais c'est là son intérêt : contrairement aux autres droits constitutionnels, il n'a rien perdu de sa nouveauté, de son mordant, et donc bien sûr de son ambiguïté. Il taille et il tranche et, surtout, il appuie là où ça fait mal : sur la définition d'une action responsable.

Rappelons qu'il s'agit d'un principe pragmatiste – au sens de la grande philosophie de l'action de John Dewey – qui libère l'action publique de l'attente indéfinie de l'accord des experts ⁽²⁾. Agir « en précaution », c'est organiser toute la vie collective sous le mode de la recherche collective. Puisque l'ignorance est partagée par les experts (de plus en plus souvent en situations de controverse), par les politiques et par les citoyens, nous devons nous organiser, par le développement des sciences exactes et des sciences sociales, par la consultation, la simulation des scénarios,

pour tâtonner ensemble. Puisque nous ne savons pas, nous devons donc agir en « prenant nos précautions ». Il nous faut, comme le demandait Dewey, inventer une démocratie fondée sur des habitudes expérimentales en sciences comme en politique pour explorer ce que personne ne connaît : les conséquences inattendues de nos actions. Puisque nous sommes des aveugles menés par des aveugles, nous n'avons d'autres ressources que la recherche méticuleuse et fortement instrumentée de notre tâtonnement commun.

Autrement dit, jamais l'action n'attend le feu vert de la certitude. On le sait au moins depuis Aristote. La guerre froide, en un sens, fut une application de ce

Il est fascinant de mesurer à quel point les ennemis du principe de précaution restent aveugles devant les signes des temps.

principe élémentaire de prudence : sans être sûrs à 100 % que les Soviétiques allaient bombarder Washington ou Paris, nous avons pris nos précautions et, dans l'incertitude, développé une immense panoplie de défense – en attendant de la démanteler dès qu'elle n'a plus semblé aussi nécessaire. Rien de bien surprenant. On s'étonne que les Bushistes n'aient pas fait de même pour une menace bien plus grave et bien mieux avérée, celle du climat.

Comment un tel principe, qui revient à traiter les questions techniques et scientifiques selon les mêmes principes de bon sens avec lesquels nous menons toutes nos autres activités, peut-il avoir tant d'ennemis acharnés ?

À cause d'une conjoncture malheureuse mais significative de la difficulté des Français à moderniser enfin leur vision de la modernisation. Chose singulière, trois groupes d'ennemis partagent la même théorie de l'action et s'opposent donc, malgré leurs combats, au PP, ce principe de renouvellement de l'action publique.

Il y a d'abord les modernisateurs à l'ancienne, comme Claude Bébéar, qui ne voient dans l'obligation de douter avant d'agir et de tâtonner que la preuve d'une fort coupable pusillanimité. Ils sont habitués, depuis toujours, à cette théorie de l'action ridiculisée depuis par Ulrich Beck : « *Nous innovons et empochons les bénéfices, vous, les autres, vous en subirez les risques.* » La production des « biens » d'un côté, la distribution des « maux » de l'autre. On comprend que les tenants de la prise de risques ne soient pas ravis de voir remettre en cause cet aimable partage des responsabilités quand on veut les obliger à rassembler d'avance sous une forme démocratique ceux qui pourraient être touchés par les retombées imprévues de leurs innovations (surtout s'il ne s'agit pas d'humains).

Il y a ensuite, bien sûr, de nombreux « écologistes » qui n'entendent pas du tout étendre la démocratie aux questions de la nature. Ils soupçonnent qu'il y a des dangers, qu'on leur cache quelque chose et qu'il faut donc se battre pour empêcher que les risques leur soient refilés. Ce en quoi ils ont souvent raison, car le peu d'habitude que nous avons de la démocratie expérimentale fait qu'en effet on leur cache souvent quelque chose... faute de pouvoir espérer les convaincre, puisqu'on ne parvient jamais à savoir selon quel protocole, après quelles expériences, en fonction de quelles simulations ils seraient prêts à changer d'avis. La notion d'expérience collective leur fait horreur. Entre leurs mains, le PP devient, en effet, un principe d'inertie.

Remarquons que ces deux groupes partagent, au signe près, la même théorie de l'action : les premiers veulent nous faire croire qu'en l'absence de risque assuré on peut foncer sans crainte, les seconds qu'en l'absence d'innocuité assurée on ne doit rien faire. Tous les deux par conséquent acceptent de placer l'action responsable sous la tutelle de l'expertise savante : seule la certitude des experts peut interdire ou permettre l'action. Et tous se trompent d'époque parce que les



« J'ai peine à croire que la commission Attali n'ait rien trouvé de mieux comme stratégie que l'héroïque stupidité de ce général et que ses membres s'écrient simplement, pour résoudre les problèmes de la France : Chaaargez ! » estime Bruno Latour.

experts ne sont plus forcément d'accord, et qu'il faut malgré tout, dans l'urgence, sans connaissance de cause, prendre des mesures. Ce qui est justement le but du PP : la vie publique doit reprendre la main.

Sauf que les politiques se refusent obstinément à reprendre les manettes ! Ce sont eux qui, ignorant la nouveauté du PP, continuent à se défausser sur les experts et prétendent ne continuer à agir que si les experts les ont assurés en amont de la certitude la plus absolue. C'est là que Bébéar a raison de monter sur ses grands chevaux et de lancer l'ordre de charge : si les politiques ne se saisissent pas du PP pour reprendre la main et étendre la démocratie, alors c'est la paralysie à coup sûr puisque les experts sont si souvent en désaccord. Si l'on ne sauve pas le PP, j'ai peur que, sous les sabots de la commission Attali, l'herbe ne repousse plus... ■

Bruno Latour est sociologue, philosophe et directeur scientifique à Sciences Po.